



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITÉ DES NATIONS UNIES EN RDC A LA DATE DU 11 MARS 2020

MONUSCO

La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo, Leila Zerrougui, est de retour en République démocratique du Congo.

Ce retour a eu lieu plus tôt que prévu, les événements auxquels elle devait participer aux Etats-Unis, puis en Allemagne, ayant été reportés en raison de l'épidémie de Coronavirus.

Néanmoins, à New York, elle a pu rencontrer des partenaires de la RDC, notamment des membres du Conseil de sécurité, membres permanents et membres non permanents, ainsi que des représentants des pays qui fournissent des contingents à la MONUSCO.

Journée internationale de la femme :

A l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la femme, plusieurs activités ont été organisées par la MONUSCO à travers ses secteurs.

A Bunia, une matinée d'échanges avec des journalistes a été organisé le vendredi 6 mars sous le thème « la prise en compte du Genre dans le traitement de l'information ».

L'objectif visé à travers cette rencontre était d'amener les professionnels des médias de Bunia à prendre en permanence en compte les aspects Genre dans l'exercice de leur métier, pas seulement pendant le mois de mars dédié à la femme comme c'est souvent le cas. Cette matinée d'échanges a réuni une trentaine de participants dont 7 femmes. De nombreuses autres activités vont être organisées pour la défense des droits des femmes et la lutte contre les inégalités sociales et basées sur le Genre.

C'est dans ce cadre que des centaines de femmes ont marché le samedi 7 mars le long de l'artère principale de Bunia pour dire non à la guerre et aux violences qu'elles subissent quotidiennement. Victimes de viols et d'agressions lors des attaques perpétrées par les groupes armés qui sèment la terreur dans les territoires de Mahagi et de Djugu, ces femmes voulaient ainsi faire entendre leurs cris aux autorités nationales et provinciales qu'appuie la MONUSCO dans la lutte contre les groupes armés.

Des séances de sensibilisation sur le VIH/Sida dans des écoles, sur les droits des femmes ou encore sur la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels font partie des activités prévues par la MONUSCO tout au long de ce mois en Ituri.

Toujours en rapport avec ces activités du mois de la femme, les casques bleus marocains de la MONUSCO ont sensibilisé le lundi 9 mars, des femmes détenues de la prison centrale de Bunia, sur l'épidémie à virus Ebola et ses modes de prévention. Ces détenues ont reçu à cette occasion des enseignements sur des notions d'hygiène

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochef@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

intime. Les pensionnaires de cette maison carcérale ont à cet effet indiqué que cette formation leur a permis de comprendre comment se prémunir contre Ebola. Elles ont par ailleurs pris l'engagement de sensibiliser à leur tour d'autres détenus et même une fois sorties de prison, de relayer cet effort de sensibilisation auprès de la population.

A Kananga, les femmes de la MONUSCO ont pour leur part, visité le 6 mars, des femmes malades de l'hôpital général qu'elles ont sensibilisées sur le cancer du sein et du col de l'utérus.

Ces différentes activités ont été sanctionnées par une remise symbolique de don en numéraire suivi d'une présentation sur l'égalité entre générations et sur la réalisation des droits de la femme.

Toujours dans le cadre de la célébration de la Journée internationale des droits des femmes, le réseau des femmes policières de la MONUSCO a effectué des travaux d'assainissement à la maternité et pédiatrie de l'hôpital général de référence d'Uvira.

Ces travaux ont été réalisés en collaboration avec les femmes policières de la PNC, district d'Uvira. Le but essentiel de cette activité est de préserver la santé des femmes internées et celles qui viendraient accoucher dans l'hôpital durant ce mois de mars 2020, estiment les membres de ce réseau. Pour elles, un environnement sain pourrait également contribuer à la guérison des nouveau-nés encore malades qui sont internés dans un environnement dont les conditions hygiéniques sont déplorable.

L'action des femmes policières de la MONUSCO a été un réel motif de satisfaction pour Aimée Mulonda, responsable de la maternité gynéco-obstétrique de cet hôpital général de référence d'Uvira. "Je travaille ici à la maternité depuis 25 ans, c'est la première fois de vivre une telle action des femmes de la MONUSCO en faveur de l'hôpital où les femmes ont reçu des pagnes, des savons détergent pour rendre les toilettes propres, y compris des savons en poudre pour la lessive, les Pampers des bébés", a déclaré Aimée Mulonda.

Grande a été aussi la joie de 24 femmes qui ont accouché dans cet hôpital le 8 mars 2020. Elles ont bénéficié des cadeaux en pagne, savons et autres biens qui leur ont été remis par les femmes policières de la MONUSCO.

Ituri :

Du 4 au 7 mars 2020, la cité de Mahagi en Ituri a abrité des assises qui ont réuni différentes autorités coutumières locales, acteurs sécuritaires et membres de la société civile. C'était dans l'objectif de trouver des voies et moyens pour ramener la confiance entre les communautés et permettre la fréquentation mutuelle pour une paix durable dans cette région. Cette initiative du gouvernement provincial de l'Ituri a bénéficié de l'appui financier et technique de la MONUSCO. Ces dialogues vont, à la longue, aider à faire baisser la tension communautaire entre Lendu et Alur, en même temps qu'elles vont favoriser le rapprochement et la fréquentation mutuelle entre les habitants des territoires affectés par cette crise.

La MONUSCO salue l'engagement de la communauté ainsi que des acteurs politiques pour accompagner ce processus de pacification des territoires de Djugu et de Mahagi. La MONUSCO réitère sa promesse de

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

poursuivre ce processus jusqu'au rétablissement d'une paix durable dans cette zone. Au terme de ces assises, les chefs coutumiers, les leaders d'opinion ainsi que les membres de la société civile de Djugu et de Mahagi ont accepté de s'impliquer dans la sensibilisation de la population afin qu'elle n'assimile plus les attaques des assaillants du groupe armé CODECO à la communauté Lendu.

Après la signature le 28 février dernier à Gety de l'Accord de paix entre le Gouvernement de la RDC et l'ex-groupe armé FRPI (Force de Résistance Patriotique de l'Ituri), la MONUSCO a engagé la suite du processus de démobilisation et de désarmement. Ainsi, des travaux de nettoyage et de nivellement du site de démobilisation et de cantonnement des ex-combattants à Kazana sont en cours depuis le 6 mars 2020.

Par ailleurs, le plan opérationnel pour le processus du DDR de la FRPI est terminé, il sera soumis au ministère de la Défense pour approbation et signature. Du matériel et des équipements logistiques sont déjà en route de Goma à Bunia, tout ce processus sera soutenu par des Projets de réduction de la violence communautaire.

Un calme relatif règne dans le territoire d'Irumu depuis la signature de l'Accord. Samedi 7 mars, une marche pour la paix a été organisée à Walendu-Bindi regroupant pour la première fois les épouses des miliciens FRPI, celles des militaires FARDC et des habitantes : un signe de réconciliation et d'engagement commun à soutenir le processus de paix après 20 ans de guerre.

Kasaï Central :

Du 5 au 6 mars, la section Protection de l'enfant de la MONUSCO a organisé à Tshikapa une session de formation de deux jours pour trente-trois personnes dont trois femmes tous issus du Groupe de travail technique de la province du Kasaï sur les enfants et les conflits armés.

Les participants étaient composés notamment des commandants des FARDC, de la PNC, des services sociaux de la justice militaire, ainsi que d'ONG et de représentants des Nations Unies. L'objectif de l'atelier était de renforcer les capacités des membres, surtout des nouveaux membres, y compris le coordinateur nouvellement nommé. Le vice-gouverneur de la province du Kasaï, a prononcé un discours d'ouverture, qui a insisté sur la nécessité d'avoir ce groupe de travail fonctionnel. Il a ainsi encouragé les participants à s'approprier l'objectif du groupe de travail, à savoir, diriger les efforts de lutte contre les graves violations commises sur les enfants dans la province.

Du 28 février au 1^{er} mars, les sections des Affaires civiles et Protection de l'enfant de la MONUSCO ont conduit une mission d'évaluation conjointe à Bunkonde dans le but d'y évaluer la situation globale de la sécurité, d'identifier et de sensibiliser des partenaires sur les mécanismes de protection des civils et le non-recrutement d'enfants et de jeunes dans les milices et groupes armés.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

La section des Affaires civiles a échangé avec 28 jeunes (16 garçons et 12 filles) pour identifier les menaces et les tendances dans le groupement de Bunkonde qui abrite un ex-milicien influent. Trois chefs coutumiers ont été informés de leur rôle dans la prévention et la résolution des conflits à travers une collaboration avec le comité de consultation pour la résolution des conflits coutumiers.

Par ailleurs, la section des Affaires civiles a encouragé les dirigeants communautaires, les jeunes, la société civile et les organisations des femmes à travailler avec les autorités administratives et la PNC pour résoudre les problèmes qui menacent la paix et la sécurité de la population.

A l'issue de ces rencontres cette mission a mis en place un comité local de protection et un comité local de la société civile. Un principal ex-chef de milice s'est engagé à ne plus recruter d'enfants ni de jeunes. 30 points focaux CAN ont été identifiés.

Du 2 au 3 mars, des sections de la MONUSCO dans la région du Kasai ont organisé un atelier de sensibilisation en faveur des anciens membres de la milice Kamuina Nsapu, dans la commune de Katoka, à Kananga. 30 participants (18 hommes et 12 femmes), pour la plupart d'anciens membres de la milice Kamuina Nsapu ont pris part à cette activité organisée en collaboration avec l'ONG EDEGL (Echo d'Espoir Grands Lacs) qui s'est concentrée sur la prévention du recrutement d'enfants. Au cours de l'atelier, les animateurs ont insisté sur l'implication des acteurs locaux dans la réduction de la violence communautaire et la coexistence pacifique.

Kasai :

Du 2 au 6 mars à Tshikapa, la MONUSCO a mené une mission d'évaluation conjointe (JAM) de trois jours à Kamonia. Le JAM a rencontré et échangé avec l'administration locale, les FDS et les autorités traditionnelles locales (administrateur territorial, bourgmestre, chefs de groupement, PNC, FARDC, ANR et agent d'autonomisation des femmes). Toutes les autorités rencontrées par le JAM ont indiqué que la situation concernant la sécurité et la protection des civils s'était considérablement améliorée au cours des douze derniers mois.

Elles ont appelé la MONUSCO à aider à faciliter un dialogue social à Kamonia afin de réduire les tensions inter et intra-communautaires. L'administrateur du territoire a appelé la MONUSCO à aider à construire une prison à Kamonia afin de faciliter l'administration de la justice et de juguler la criminalité. Au cours de cette mission JAM, la MONUSCO a animé un atelier de formation des membres de l'équipe locale de protection (LPC Kamonia). Vingt-cinq participants (10 femmes), y compris des membres du LPC et d'autres intervenants LPC, ont été sensibilisés et formés.

Police MONUSCO :

La Police des Nations Unies (UNPOL) a formé, du 2 au 8 mars 2020 à Kinshasa, une centaine d'éléments du Groupe mobile d'intervention (GMI) centre dont 10 femmes de la Police nationale congolaise (PNC), au contrôle démocratique des foules et en Gestes et techniques professionnels

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

d'intervention (GTPI). Cette formation permet de garantir la légalité, la sécurité et l'efficacité lors des interventions.

En exécution des priorités stratégiques du mandat de la MONUSCO, notamment en son volet renforcement des capacités de la PNC, les Officiers UNPOL du secteur Kananga ont organisé une session de formation sur la police de la circulation routière au profit de 50 cadres et agents de la PNC dont 12 femmes, du 3 au 7 mars 2020. 30 autres policiers, dont deux femmes, l'ont été en police technique et scientifique, conjointement avec les experts anthropologues de l'ONU basés à Kananga.

Toujours dans le cadre de renforcement des capacités de la PNC, les experts UNPOL du secteur Kananga ont organisé une session de formation sur la Police technique et scientifique (PTS) au profit de 30 cadres et agents de la PNC, dont deux femmes, du 3 au 7 mars 2020, au commissariat urbain de la ville de Kananga.

200 policiers des Nations Unies dont 84 femmes, 40 militaires et 10 civils de la MONUSCO, armés de pelles, de râpeaux, de balais, de gants et de bottes, ont participé, le samedi 8 mars 2020, au nettoyage et à l'assainissement des artères principales du centre-ville de Kinshasa.

Les artères qui ont reçu la visite de ces « guerriers » de la salubrité sont : la base de la MONUSCO à Utex, l'avenue Wagonia, du HQ UNPOL au Rond-Point FORESCOM, IMA à l'avenue Syndicat, du boulevard du 30 juin au quartier général de la MONUSCO sur l'avenue des Aviateurs.

Du 28 février au 5 mars 2020, les forces de Police des Nations Unies et les agents de la PNC chargés de la mise en œuvre des stratégies opérationnelles de lutte intégrée contre l'insécurité (SOLI) ont continué à mener leurs activités spécifiques.

Ils ont effectué un total de 1 150 patrouilles de sécurité comme suit : Beni (SOLIB) 227, Oicha (SOLIO) 85, Uvira (SOLIUV) 113, Goma (SOLIG) 170, Bunia (SOLIBU) 139, Kalemie (SOLIKA) 138, Bukavu (SOLIBUK) 166, et Butembo (SOLIBUT) 112. Durant la même période, les activités de patrouille conjointe de la police de la MONUSCO, de la PNC, des FARDC et de la Force se sont poursuivies dans tous les secteurs pour une protection accrue des civils. Au total, 461 patrouilles ont été effectuées

Le 29 février, la Police MONUSCO a organisé dans la commune de Ndesha à Kananga, avec le commissaire provincial, et en présence de la maire de la ville de Kananga, une séance d'échanges entre la population et le représentant de la Police nationale dans le Kasai Central.

Selon Sonia Melki, la cheffe secteur de UNPOL à Kananga, cette activité avait pour objectif « de créer un comité local de sécurité et de proximité composé des représentants des différentes couches sociales de la commune et de la Police nationale congolaise.

Ces échanges ont ainsi permis à la population de Ndesha d'exposer ses préoccupations en matière de sécurité au numéro un de la Police nationale au Kasai Central. Parmi ces préoccupations, figuraient entre autres, les

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

rackets, l'abus d'autorité, les maltraitances au cours des interpellations, la corruption, l'impunité, le retard dans les interventions, l'absence de pro action, l'insuffisance des services de police, l'insuffisance de la police spécialisée, la détention arbitraire et abusive.

Face à ces griefs, le commissaire provincial, le commissaire supérieur principal Wasongolua Ngana Aimé Claude, a d'abord remercié UNPOL d'avoir initié cette activité qui lui permet de se mettre face à la population de sa province pour la première fois depuis sa récente nomination à la tête du commissariat provincial du Kasai Central. Il dit être disposé à accompagner la population pour toutes les questions d'ordre sécuritaire, tout en souhaitant une franche collaboration de la population avec la police pour mieux assurer sa sécurité. La vice-présidente de l'association des jeunes de Ndesha estime que « cette activité aide à restaurer la confiance entre la police et les jeunes pour trouver des solutions concertées à l'insécurité et pour rechercher la paix durable pour tous.

Equipe pays

Coronavirus :

Alors que le ministre de la Santé publique de la République démocratique du Congo (RDC), le Dr Eteni Longondo, a notifié le premier cas de COVID-19 dans le pays, l'Organisation mondiale de la santé souligne que des efforts de préparation mis en place pendant la 10^{ème} épidémie de la maladie à virus Ebola peuvent aider le pays.

L'OMS a déjà fourni un appui technique en termes d'équipements et matériels, notamment des kits de tests de laboratoire fournis à l'INRB et à d'autres laboratoires nationaux ainsi qu'un renforcement des capacités des équipes d'intervention rapide. L'OMS appuie également la RDC dans la surveillance, le suivi des voyageurs en provenance des pays en épidémie et le renforcement de la détection des cas suspects aux principaux points d'entrée du pays.

Bien qu'il y ait encore beaucoup à apprendre sur le COVID-19, les populations peuvent observer des mesures individuelles et collectives simples et quotidiennes pour prévenir la maladie. Il s'agit entre autres de : se laver les mains régulièrement avec de l'eau et du savon ; tousser dans un mouchoir ou dans le pli du coude, en veillant à jeter le mouchoir en toute sécurité dans une poubelle refermée par la suite ; maintenir une distance sociale d'au moins un mètre, en particulier si cette personne tousse ; éviter de toucher les yeux, le nez et la bouche ; et consulter un médecin le plus tôt possible si une personne développe de la fièvre ou de la toux.

Réfugiés :

Le HCR, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, et ses partenaires ont lancé leur Plan régional 2020-2021 pour un montant de 621 millions de dollars, en soutien aux réfugiés de la République démocratique du Congo (RDC) dans les pays voisins.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

L'Ouganda accueille actuellement la majorité des réfugiés congolais, soit près de 400 000 personnes. D'autres se trouvent au Burundi (plus de 84 000), au Rwanda et en Tanzanie (plus de 75 000 dans chacun de ces pays), en Zambie (50 000), en Angola (23 000) et au Congo (21 000).

Par ailleurs, la RDC continue d'accueillir plus de 500 000 réfugiés du Burundi, de la République centrafricaine, du Rwanda et du Soudan du Sud, qui ont fui leur pays en quête de protection internationale.

Bien que les pays d'Afrique australe et de la région des Grands Lacs accueillent généreusement près d'un million de réfugiés et de demandeurs d'asile congolais, les ressources disponibles diminuent depuis quelques années et ne permettent pas de répondre suffisamment aux besoins.

Le Plan régional 2019 d'aide aux réfugiés de RDC, d'un montant de 720 millions de dollars, n'a été financé qu'à hauteur de 22 %.

Situation militaire :

(Par le lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire de la MONUSCO)

Le Général Costa Neves a poursuivi son inspection opérationnelle dans la zone de déploiement de la Force. Il était hier à Sake avec les Forces spéciales guatémaltèques et à Goma avec le bataillon uruguayen dont les personnels ont désormais en charge la sécurisation de la localité de Biakato dans l'Ituri.

Dans le cadre de la protection des civils dans la zone de responsabilité de la Force de la MONUSCO, plus de 1 794 activités (des patrouilles diurnes et nocturnes, des patrouilles et missions de longue portée, des patrouilles de domination de la zone hélicoptée, patrouilles conjointes, des escortes, démonstration de force et reconnaissance aérienne) ont été menées par la Force la semaine dernière. En outre, la Force a travaillé en étroite collaboration avec d'autres organismes, tels que la section Protection des civils et la section Protection de l'enfant, lors de multiples sessions de planification et conférences de coordination. La Force poursuivra cette coopération entre toutes les parties prenantes afin de garantir le succès de sa mission.

Les principales informations sur la situation sécuritaire par région se présentent comme suit :

Dans la province de l'Ituri, la situation demeure préoccupante avec les incidents survenus dans la région de Djugu. Afin de juguler la recrudescence de la violence, la Force de la MONUSCO a déployé des patrouilles et des missions de longue portée, puis coordonné les opérations avec les FARDC et la PNC locales afin de maximiser la protection de la population victime des exactions perpétrées par des éléments des groupes armés. La Force a marqué davantage sa présence par le biais de patrouilles ciblées de longue durée. En outre, elle continue de soutenir le dialogue communautaire avec les principaux dirigeants locaux. La Force de la MONUSCO continuera d'appuyer la facilitation de l'Accord de paix FRPI en commençant la construction d'un camp DDRRR. La Force facilite le processus de dialogue politique sur le territoire de Mahagi où le gouverneur et la cheffe de bureau de la MONUSCO se sont engagés avec les dirigeants Alur et Lendu. En outre, des troupes ont été déployées en patrouille de dissuasion à partir des bases de Bogoro et de Roe pour permettre les activités de récolte par les communautés.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 890 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Dans le territoire de Beni, la Force a intensifié ses patrouilles dans les zones où les informations indiquaient l'imminence d'actes de violence contre les villages et les fermes. La semaine écoulée, le nombre de patrouilles exécutées afin de prévenir les actes de violence contre les civils a été augmenté de 60 %, prolongeant ainsi notre permanence sur le terrain et englobant de nouvelles zones. Cela a permis de réduire le nombre d'incidents.

À Mutwanga par exemple, des informations ont indiqué la possibilité d'une attaque imminente des ADF contre le village. Bien que des sentiments anti-MONUSCO existaient dans la localité, des troupes ont été envoyées pour assurer la protection des civils. Malgré l'hostilité exprimée de façon ostentatoire par de petits groupes de ce village, nos soldats ont agi de manière ferme, afin d'empêcher que des groupes armés n'infiltrerent le village pour nuire aux populations. Enfin, les vecteurs aériens ont été largement utilisés pour recueillir des informations qui ont permis non seulement à la Brigade d'intervention de la Force (FIB) de déployer ses troupes en temps opportun mais aussi aux FARDC de fournir des renseignements précis à l'appui des opérations offensives contre les ADF. La formation aux techniques du combat dans la jungle des troupes de la FIB se poursuit également avec notamment le bataillon et l'unité des Forces spéciales tanzaniennes.

Dans le reste de la province du Nord-Kivu, des incidents marqués par de multiples affrontements entre groupes armés et des violations des droits de l'homme ont été enregistrés. Les territoires de Masisi et Rutshuru ont été les théâtres d'affrontements entre le NDC-R et Nyatura/ APCLS/ FDLR. La Force a marqué sa présence par des patrouilles pédestres, motorisées et hélicoptées.

Des missions de longue portée ont été déployées dans les localités Karuba, Bweremana, Osso Farm et Matanda en territoire Masisi. Dans le territoire de Rutshuru, une base de déploiement a été installée à Vithshumbi pour pallier les problèmes d'insécurité et renforcer la confiance des habitants. Ce déploiement a en outre permis de réduire les enlèvements de personnes et prises d'otages. La base de déploiement de Kamanyola a, en liaison avec les FARDC, exécuté des patrouilles dans les plaines de Rizzi limitrophes avec le Burundi et Rwanda.

Dans la province du Sud-Kivu, de nombreuses patrouilles ont été effectuées ainsi que des escortes au profit de personnes déplacées internes en quête de nourriture et du bois de chauffage. La Force a également apporté un soutien logistique déterminant aux FARDC dans leurs opérations contre les groupes armés. Ceci leur a permis de conserver la dynamique des opérations et de tenir le terrain. En outre, nos troupes sont intervenus promptement en vue de protéger les déplacés internes et prévenir les affrontements dans les régions de Minembwe et Bijombo.

Sur le plan des activités civilo-militaires, les travaux de réhabilitation de segments de route se poursuivent au grand bonheur des populations mais aussi et surtout au profit des forces de défense et de sécurité dont les déplacements pour convoier le soutien logistique vers les lignes de combat s'en trouvent facilités. Les tronçons de routes entre Bogoro-Kasenyie, Aveba-Boga, Mbau-Simuliki et les routes de Kaniola et Kanvivira en sont une parfaite illustration.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Claude Raoul Djehoungo, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28